

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1852 — 1853

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 12.

M. VAN RENYNGHE, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
Feuilleton | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|-----------------------------|--|--|
| 1. | 6828. | Par pétition datée d'Anloy, le 4 janvier 1853,
Le sieur Poncelet demande une loi qui permette de faire, sous seing privé, quelques actes emportant mutation de droits immobiliers. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice. |
| 2. | 6825. | Par pétition datée de Stuyvekenskercke, le 25 décembre 1852,
Des habitants de Stuyvekenskercke demandent la révision de la loi sur la milice.
Même demande des habitants de St-Jacques-Cappelle. — Concl. — Renvoi à la section centrale qui sera chargée d'examiner le projet de loi sur le recrutement de l'armée. |
| 3 | 6856. | Par pétition datée de Bruges, le 18 janvier 1853,
Le sieur Thienpont, pâtissier et boulanger à Bruges, demande que le Gouvernement retienne, sur les pensions d'un douanier et d'un officier, ce qu'ils sont redevables à la succession de la veuve De Myttere. — Concl. — Ordre du jour. |
| 4. | 6810. | Par pétition sans date,
L'administration communale de Warneton réclame l'intervention de la Chambre pour que la place de commissaire de police de Warneton soit supprimée, et que le traitement de ce magistrat, tant pour le passé qu'éventuellement pour l'avenir, soit mis à charge des communes de Warneton et de Ploegsteert. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et de la Justice. |

5. 6817. Par pétition datée de Menin, le 8 janvier 1853,
L'administration communale de Menin demande une loi qui assure l'exécution des obligations imposées aux concessionnaires de chemins de fer. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
6. 6819. Par pétition datée de Ruysselede, le 7 janvier 1853,
Le sieur Vermeersch, ancien militaire, réclame l'intervention de la Chambre pour être remis en jouissance de sa pension, qui lui a été accordée en 1842. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
7. 7018. Par pétition datée de Bruxelles, le 7 février 1853,
Le sieur Van Eyck, ancien militaire, prie la Chambre de lui accorder une gratification. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
8. 7001. Par pétition datée de Melreux, le 3 février 1853,
Le sieur Servais, instituteur primaire à Melreux, réclame l'intervention de la Chambre pour que l'administration communale lui continue l'allocation dont il jouissait en 1848, à titre de rétributions scolaires et de location de la salle d'école. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
9. 7010. Par pétition datée de Gerouville, le 2 février 1853,
Le sieur Collignon réclame l'intervention de la Chambre pour faire supprimer un aqueduc, qui a été construit sur la route de Virton à Lasoy, ou pour obtenir une indemnité du chef des pertes que cette construction lui occasionne. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
10. 7008. Par pétition datée de Maulde, le 7 février 1853,
Le sieur Lecrivain demande une loi qui exempte des droits de barrière et de navigation le transport des matériaux destinés au pavage et à l'empierrement des routes vicinales. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
11. 7000. Par pétition datée de Bruxelles, le 10 février 1853,
Le sieur Hemmeryckx, ancien militaire, congédié pour infirmités contractées au service, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
12. 6987. Par pétition datée de Stavelot, le 8 février 1853,
Le sieur Hins, directeur de l'école moyenne à Stavelot, demande qu'un de ses élèves, qui est abandonné par

son père, puisse être admis gratuitement dans une école d'agriculture, dans une école d'arts et métiers ou dans un établissement de bienfaisance, et prie la Chambre de lui accorder une indemnité du chef des frais que lui a occasionné l'entretien de cet élève. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

M. VANDERDONCKT, 2^{me} rapporteur.

13. 7019. Par pétition datée de Bruxelles, le 10 février 1853,

 La veuve Thomas prie la Chambre de lui accorder une gratification. — Concl. — Ordre du jour.
14. 7020. Par pétition datée de Louvain, le 10 février 1853,

 Le sieur Vanden Bussche demande une loi qui accorde à tous les officiers pensionnés et à ceux qui le seront par la suite, la pension entière de leur garde, y compris le cinquième en sus. — Concl. — Ordre du jour.
15. 6982. Par pétition sans date,

 Le sieur Schirmes, lieutenant en non-activité, demande à jouir du bénéfice de la loi du 20 janvier dernier, qui règle la position de quelques officiers étrangers. — Concl. — Ordre du jour.
16. 7036. Par pétition datée de Zillebeke, le 10 février 1853,

 Le sieur Demeulemeester, ancien brigadier des douanes, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la révision de sa pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
17. 7049. Par pétition sans date,

 Les huissiers de la justice de paix de l'arrondissement de Termonde présentent des observations contre la demande des huissiers des tribunaux de première instance et des cours d'appel, tendant à pouvoir notifier les actes qui entrent dans les attributions des huissiers des juges de paix. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice, avec demande d'explications.
18. 7060. Par pétition datée d'Aerseele, le 14 février 1853,

 Le sieur Vermarke présente des observations relatives à la loi sur la milice, et demande que son fils Jean soit exempté du service militaire. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre et dépôt sur le bureau pendant la discussion du projet de loi sur la milice.

19. 7055. Par pétition sans date .
La veuve De Vos demande une indemnité équivalente à la somme qu'elle a dû payer pour donner un remplaçant à son fils qui avait été appelé par erreur au service de la milice. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
20. 7054. Par pétition datée de Verviers, le 15 février 1853,
Les sieurs Fischer et Cornet réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir le remboursement des dépenses de diverses instances qui sont à la charge de l'État. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
21. 7037. Par pétition datée de Fauvillers, le 11 février 1853,
Des habitants de Fauvillers demandent qu'il y ait un deuxième notaire dans le canton de Fauvillers. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice, avec demande d'explications.
22. 7476. Par pétition datée d'Iconville, le 15 mars 1853,
Des habitants d'Iconville déclarent adhérer à la demande qui a pour objet la nomination d'un deuxième notaire dans le canton de Fauvillers. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice, avec demande d'explications.
23. 7042. Par pétition datée de Maeseyck, le 11 février 1853,
Le conseil communal de Maeseyck demande le prolongement du canal de la Campine jusqu'à Maeseyck. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
24. 6927. Par pétition datée d'Everbecq, le 27 janvier 1853,
L'administration communale d'Everbecq demande une loi qui accorde aux communes le droit de réclamer en tout temps leurs mendiants détenus aux dépôts de mendicité, pourvu qu'elles s'obligent à leur fournir du travail. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
25. 6932. Par pétition datée de Moll, le 28 janvier 1853,
Les sieurs Hoeybergs et Smaers, marguilliers à Achterbosch, réclament l'intervention de la Chambre pour que le desservant de l'église de ce hameau jouisse du même traitement que le desservant de l'église du hameau Sluys. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
26. 6886. Par pétition datée de Warneton, le 23 janvier 1853,
L'administration communale de Warneton demande la prompte exécution du canal de Schipdonck. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics et le dépôt sur le bureau pendant la discussion de son Budget.
-